

**CONSULTATION PUBLIQUE du 21/10 au 18/11/2013**

**Projet de décision de l'ARCEP modifiant la liste des communes des zones très denses établie par la décision n°2009-1106 du 22 décembre 2009**

**Réponse de Grand Poitiers**

Grand Poitiers se réjouit de l'initiative prise par l'Autorité dont l'objectif consiste à permettre à Orange de reprendre des déploiements fibre optique à l'abonné initiés avant 2009. Depuis la décision de l'ARCEP n°2009-1106 précisant les modalités de l'accès aux lignes de communications électroniques à très haut débit en fibre optique et les cas dans lesquels le point de mutualisation peut se situer dans les limites de la propriété privée, tout déploiement avait été stoppé par l'opérateur.

Dans la présente réponse à la consultation publique menée par le régulateur, la collectivité souhaite faire part de ses interrogations relatives aux conséquences de cette proposition de décision, notamment en termes de calendrier, d'effets sur la concurrence et de complétude de déploiement.

**Rappel du contexte et de l'historique de l'aménagement fibre optique à l'abonné de la ville de Poitiers**

Orange a déployé un réseau fibre optique à l'abonné en 2006 et 2007 en installant des points de mutualisation dans les limites de la propriété privée, même pour les immeubles de moins de 12 logements. Depuis la publication de la décision n°2009-1106 de l'ARCEP, le réseau ne s'est, à la connaissance de la collectivité, pas étendu depuis.

Au 31 janvier 2011, Orange a indiqué au Commissariat général à l'investissement (CGI), dans le cadre de l'Appel à Manifestation d'Intention à Investir (AMII), son intention de déployer un réseau fibre optique sur le périmètre de la Communauté d'agglomération de Grand Poitiers assurant une couverture à 100% des communes (à l'exception de la commune de Ligugé qui a depuis rejoint Grand Poitiers) d'ici 2020 dont Poitiers à échéance 2015. Cette intention a également été confirmée par l'opérateur aux élus de la communauté d'agglomération.

Dès lors, Grand Poitiers prend acte que la proposition de l'ARCEP a pour but de dénouer une situation dans laquelle la société Orange s'était elle-même engagée. La proposition visant à reclasser la ville de Poitiers en zone très dense, si elle constitue une solution immédiate pour Orange, mérite également un examen attentif du point de vue de son efficacité pour la collectivité, aussi bien en matière de développement de la concurrence que d'aménagement de son territoire.

Quoi qu'il en soit, la communauté d'agglomération Grand Poitiers se tient prête à travailler en collaboration avec les opérateurs et les services de l'ARCEP pour trouver les moyens les plus pertinents afin d'assurer un niveau satisfaisant de concurrence, des investissements efficaces, le tout dans une logique d'aménagement numérique harmonieux et équilibré de son territoire.

**Effets sur le calendrier de déploiement**

L'analyse de l'ARCEP, à l'occasion de son projet de décision, est que sa décision 2009-1106 a gelé le déploiement en cours sur Poitiers. Cela n'a pas empêché Orange de se positionner sur le dispositif AMII en annonçant un calendrier de mise en service pour 2015 pour l'ensemble de la commune de Poitiers.

Cette intention n'est, bien sûr, pas le sujet de la régulation, mais elle constitue un élément de contexte important. Si cette nouvelle décision permettrait visiblement la reprise du déploiement, il est très improbable que les engagements pris en termes de calendrier soient tenus.

En effet, en cas de classement de la ville de Poitiers en zone très dense, il est vraisemblable que les zones déjà déployées par Orange seront traitées en dehors du dispositif des poches de basse densité, sinon le projet de décision n'aurait aucun effet concret. Cela ajouterait une dérogation à la dérogation puisqu'il est probable que l'application *stricto sensu* des critères définissant les poches de basse densité conduise à classer l'ensemble des IRIS de la commune de Poitiers comme telles. Or, dans ce cas, Orange ne serait plus tenue par ses intentions de couverture à 100% à horizon 2015 pris dans le cadre de la procédure AMI concernant les communes situées en dehors de la zone très dense. Pour ces quartiers, Grand Poitiers redoute donc que la classification de la commune de Poitiers en zone très dense ait pour conséquence de retarder, voire de geler quasi définitivement les déploiements pour les logements restant à couvrir, et en particulier l'habitat individuel ou petit collectif qui constituent la majeure partie de l'habitat de Poitiers.

Par ailleurs, au regard des caractéristiques d'habitat et de densité de population de la ville, il est fort probable que les autres quartiers de la ville soient considérés comme des poches de basse densité. Or, comme le constate à juste titre l'Autorité dans son projet de décision *"les déploiements dans les poches de basse densité sont nettement moins avancés que dans l'ensemble des zones très denses, et même moins avancés que dans certaines communes des zones moins denses"*. Ainsi, la décision de classement en zone très dense de la commune de Poitiers constituerait également un risque de retard de déploiement pour le reste de la commune (qui représente environ 2 / 3 des logements).

Le calendrier subirait, du reste, un sérieux retard complémentaire lié à la définition des poches de basse densité. L'Autorité mentionne que ce travail est à faire, mais ne donne pas un ordre d'idée du délai nécessaire à son accomplissement.

### **Effets sur la concurrence.**

Le passage de la ville de Poitiers en ZTD a un double effet sur le niveau de concurrence.

Ils sont tous deux, paradoxalement, résumés par l'Autorité dans son analyse concernant le retrait des communes de la zones très dense puisque cette opération *« permet, d'une part, aux opérateurs tiers de limiter la part de leurs déploiements à réaliser en capillarité, en parallèle de ceux de l'opérateur d'immeuble, et en renforçant les obligations de mutualisation sur la commune, d'autre part, de réduire l'investissement global sur la commune et par conséquent de renforcer l'attractivité de la commune pour l'ensemble des co-financeurs. »*

Comme il avait été noté par l'Autorité lors de son analyse de marché fin 2012, le mode de cofinancement qui prévaut en ZTD est très contraignant et nécessite des moyens financiers importants, contrairement à la zone moins dense où le cofinancement peut se faire par petites plaques. En cherchant à réduire le coût global des travaux sur Poitiers, l'Autorité risque donc d'augmenter le « ticket d'entrée » pour les co-financeurs et d'en réduire donc le nombre.

Par ailleurs, l'augmentation de la capillarité nécessaire en ZTD fait que la concurrence sur les infrastructures ne peut fonctionner que sur des zones effectivement densément peuplées.

Ce n'est pas le cas de l'ensemble de la commune de Poitiers : en l'absence de mesures complémentaires, cela fait craindre une situation de monopole pour l'opérateur Orange. Ce monopole peut, certes, faire l'objet d'une régulation complémentaire suite à l'analyse à posteriori du marché, mais vu sa prévisibilité, Grand Poitiers souhaite que l'ARCEP assortisse dès maintenant la présente décision d'une telle mesure.

Cette position semble partagée par l'Autorité puisqu'elle affirme, dans les enjeux du retrait de certaines communes de la ZTD, qu'il "s'agit d'une part de s'assurer qu'un niveau satisfaisant de concurrence est possible [...] et en particulier de s'assurer que l'opérateur primo-investisseur ne dispose pas d'un avantage concurrentiel à long terme, et, d'autre part, de concilier cet objectif de concurrence avec un objectif d'aménagement du territoire et d'investissement efficace".

La communauté d'agglomération Grand Poitiers constate par ailleurs que, dans l'état actuel de la réglementation (c'est à dire en considérant la commune de Poitiers en dehors de la zone très dense), toutes les communes de Grand Poitiers, à l'exception de la commune de Ligugé, sont intégrées dans l'accord national de cofinancement établi conjointement entre Orange et SFR.

Grand Poitiers s'interroge donc sur les conséquences d'un classement de la ville de Poitiers en ZTD sur cet accord de co-financement pour les autres communes de l'agglomération.

Grand Poitiers remarque également, alors que Poitiers y entre, que plusieurs communes de taille comparable sortent de la ZTD : par exemple Roubaix et Tourcoing, qui ont un nombre d'habitants similaires à Poitiers (environ 90 000), mais qui sont plus densément peuplées et adossées à la communauté urbaine de Lille. De très nombreuses communes, plus peuplées (en nombre et en densité) restent en zone moins dense (par exemple, Reims ou Le Havre, ou encore Angers et Caen dont la population de l'aire urbaine est 4 fois supérieure à celle de Poitiers).

### **Effets sur la complétude du déploiement**

L'Autorité ne mentionne pas dans ses analyses le contexte lié au Plan National France Très Haut Débit du gouvernement. Il est pourtant incontournable. De fait, le projet de décision de l'ARCEP entraînerait pour la ville de Poitiers la sortie du dispositif lié à la zone moins dense et ferait tomber du même coup toutes les intentions de couverture prises par l'opérateur Orange (100% à horizon 2015).

En état actuel de la réglementation zone moins dense, et conformément à la décision n°2010-1312, les opérateurs ont pour obligation d'installer "un point de mutualisation suffisamment dimensionné pour desservir l'ensemble des logements ou locaux à usage professionnel de la zone arrière correspondante. Depuis ce point de mutualisation, il déploie vers les logements et locaux à usage professionnel, dans un délai raisonnable à la suite de la déclaration de la zone arrière de son point de mutualisation, un réseau horizontal permettant de raccorder l'ensemble des logements ou locaux à usage professionnel de la zone arrière à proximité immédiate de ces logements". Dès lors, Grand Poitiers pointe le risque de voir durablement s'installer sur la ville de Poitiers un réseau dont la couverture au niveau des points de mutualisation ne serait plus complète. Cette situation ne peut, de plus, être contrebalancée facilement par l'action de la collectivité puisque le SDAN de la Vienne, qui a pris en compte les données disponibles au moment de son élaboration, ne prévoit pas d'intervention sur la commune de Poitiers qui était censée être couverte à 100% en 2015.

Dans l'optique d'aménagement du territoire qui est celle de Grand Poitiers, cette situation est inacceptable puisqu'il s'agirait d'un retour en arrière de 4 ans sur le déploiement de la fibre optique.

## Conclusions

Grand Poitiers propose que le passage de la ville de Poitiers en zone très denses s'accompagne des dispositions suivantes :

- Les intentions de déploiement formulées par Orange le 31 janvier 2011 et notamment son calendrier doivent être reprises.
- L'accord de co-financement entre SFR et Orange sur la ville de Poitiers ne doit pas être remis en cause par cette décision.
- Grand Poitiers souhaite un alignement des conditions de déploiement des logements ne bénéficiant pas actuellement d'une couverture FTTH Orange sur la ville de Poitiers sur celles de la zone moins dense (complétude de couverture au niveau des points de mutualisation, offre de cofinancement par tranche de 5% des lignes, offre de raccordement distant, capacité d'intervention de projets publics lorsque la carence de l'initiative privée est constatée, conditions particulières de co-investissement pour assurer la venue d'autres fournisseurs d'accès à Internet...).

Grand Poitiers est conscient et soucieux de la nécessaire optimisation des investissements et en particulier de ceux déjà réalisés et souhaite, comme l'opérateur, un redémarrage des déploiements sur la ville au plus tôt. La collectivité considère néanmoins que les aspects concurrentiels et d'aménagement de la Ville doivent être pris en compte et demande à l'ARCEP d'accompagner le classement de Poitiers en Zone Très Dense des dispositions garantissant un respect du calendrier, de la concurrence et de la complétude des déploiements, tels qu'elles sont exposées ci-dessus.